

Françoise Thom, *Poutine ou l'obsession de la puissance*, Paris, Monaco, éd. du Rocher, 2022, 242 p.¹ – ISBN 978-2-268-10803-2.

L'agression russe contre l'Ukraine a créé une situation qui semblait depuis plusieurs décennies impensable sur le continent européen : qu'un État en attaque un autre pour des raisons territoriales. L'un des points forts de ce livre est de montrer à quels phénomènes archaïques propres à l'histoire russe se rattache la situation actuelle. Sur la couverture se profile la silhouette de l'église Basile le Bienheureux, construite sous Ivan le Terrible. En épigraphe, la citation de l'historien Vassili Klioutchevski évoque l'un des principaux faits de son règne : la création de l'*opričnina*, faisant d'une partie de la Russie un territoire d'exception (du vieux-russe *oprič*, « excepté »), livré à une police d'exception, les *opričniki*, qu'Ivan le Terrible, impuissant devant le désordre et la corruption de son royaume, avait en effet chargés de ramener l'ordre au prix de la violence, et qui en définitive aggravèrent les maux que le tsar prétendait guérir. Plus encore, l'une des principales questions théoriques auxquelles se heurta Ivan le Terrible, et qui l'enfonça dans sa folie, est encore posée implicitement (au début du XX^e siècle !) par une phrase de Nicolas II rapportée ici : il se serait déclaré « propriétaire de la terre russe ».

Telle était l'interrogation que formule Klioutchevski dans son *Cours d'histoire russe* : être tsar, est-ce posséder un domaine (la Moscovie) ou gouverner un État ? De plus, à l'époque d'Ivan le Terrible, la Moscovie commençait à connaître l'extension incontrôlable qui serait la sienne aux siècles suivants : le cosaque Ermak se lançait à la conquête de la Sibérie, après la prise de Kazan, victoire décisive sur les anciens conquérants de la Moscovie, les Tatars. La prise en 1453 de

1. Édition mise à jour et augmentée de *Comprendre le poutinisme*, Paris, Desclée de Brouwer, 2018, 235 p.

Constantinople par les Turcs la coupait du monde méditerranéen et par là occidental, et la rejetait vers l'intérieur du continent. C'est dans cette même problématique que s'inscrit Vladimir Poutine lorsqu'il affirme – même s'il semble plaisanter – que « la frontière de la Russie ne se termine nulle part... ». Comment gouverner un territoire presque sans limites ? Mais comment accepter ces mêmes limites ?

Montesquieu avait déjà souligné cette particularité : un territoire aussi démesuré impliquait nécessairement un pouvoir fort. On en revient aujourd'hui à la même conclusion, formulée par Françoise Thom : « seule la contrainte extérieure peut maintenir ensemble le corps social en Russie ». Et pourtant de siècle en siècle le même constat se répète : ce pouvoir fort est peu viable, car il ne fait qu'affaiblir des institutions déjà fragilisées par l'immensité de l'espace où elles ont cours.

La Russie n'est pas un pays au sens courant, c'est un monde (non au sens de « monde russe » que lui donnent actuellement les partisans de V. Poutine). Non seulement par sa composition multiethnique et multiculturelle, mais à cause de ses liens problématiques (du fait de son immensité) avec le reste de la planète. Même à l'époque d'internet, la Russie, sur le plan des communications et de l'information, reste un espace clos, comme on le constate actuellement. Les descendants de « l'homme rouge » (expression de Svetlana Alexievitch) ont « l'impression d'être au centre du monde, car ils ne se représentent pas l'univers extérieur ». Il y a bien sûr à cela des causes culturelles, mais surtout cet espace sans bornes géographiques précises, qui contribue paradoxalement à enfermer. Les « intérêts d'État » de la Russie restent donc ceux d'un domaine que l'on étend, dont on repousse les limites – non ceux d'un État.

Cette « représentation archaïque », l'idée que « la puissance de l'État dépend de l'immensité de l'espace qu'il contrôle » a fait ressentir l'effondrement de l'URSS comme une atteinte profonde portée à l'essence même de l'État russe. Pourtant, paradoxalement, on sait que l'obsession de la grandeur territoriale se conjugue dans la sensibilité russe à une peur de l'espace, de la désintégration, à l'angoisse que plus rien ne puisse tenir cet ensemble informe. Elle était ouvertement exprimée par certains dès la pérestroïka. V. Poutine y a d'autant mieux répondu que, venu du KGB, il représente ces « forces » qui servaient d'« agrafes » : les polices, Gazprom, l'orthodoxie, ces « organes fonctionnels » qui sont non pas des institutions mais « un État intérieur

d'exception invisible » – définition de l'*opričnina*, à ceci près que cette dernière était bien visible. « Les centres de décision informels », comme par exemple « le service de sécurité du président » à l'époque d'Elstine, deviennent le pouvoir réel. Ce type de pouvoir, répondant à l'angoisse de la désintégration, s'incarne d'autant plus facilement dans une personne. Sur des points essentiels, le « poutinisme » semble soutenu par un inconscient collectif qui lui donne sa force.

Il semble pourtant difficile de dire, contrairement à ce qu'affirme Vladimir Poutine, que la Russie est un « État-civilisation », puisqu'il n'a pas donné d'institutions stables et que la culture russe moderne, on le sait, doute d'elle-même (comme le rappelle Françoise Thom), car ses valeurs nationales ne sont pas claires, tiraillée qu'elle est entre l'influence occidentale et une « Asie » difficile à définir. L'idée nationale qui se concentre sur la question territoriale semble n'avoir aucun autre contenu. Certes, on ne peut en dire autant de l'« idée russe » formulée dès le XIX^e siècle par de nombreux penseurs. Mais l'une de ses constantes est l'idée de sacrifice comme trait déterminant du caractère national, et elle a été récemment remise à l'honneur par les « eurasien », comme ce livre le rappelle.

L'eudémonisme semble en effet une notion étrangère à la pensée nationale russe. Et peut-être est-ce là l'un des obstacles majeurs à la formation d'un État de droit, car, ne pouvant prétendre au bonheur personnel, le citoyen a d'autant plus de mal à concevoir la notion de « bien commun ». En même temps, une vision assez sombre de la nature humaine dicte la principale obligation de l'État envers le citoyen : il faut non assurer son bonheur, mais l'empêcher de nuire – comme le montre également Kathy Rousselet dans son livre *La Sainte Russie contre l'Occident* (Salvator, 2022), dont on perçoit ici certains échos. Or, faisant obstacle à la notion de responsabilité individuelle, cette idée de l'homme rend aussi plus difficile l'instauration d'un « régime représentatif ».

Autre obstacle à la formation d'un État de droit : le droit de propriété reste incertain, conséquence de l'arbitraire du pouvoir. Mais il faut ajouter que c'est peut-être encore là une conséquence lointaine de l'immensité russe : s'il manque surtout, en dépit de tous les efforts, le droit de propriété fondamental – celle de la terre –, si le « peuple » russe n'est pas ce peuple de propriétaires dont parle Michelet, ce n'est pas seulement à cause du servage, mais aussi d'un espace trop vaste. Comme on l'a remarqué ailleurs, la terre est vue plutôt comme un

élément, à la manière de l'air, de l'eau... ce qu'il est impossible de posséder.

L'indifférence à la politique, soulignée dans ce livre comme l'une des origines de la situation actuelle, remonte elle aussi à très loin, même si elle est également liée à l'échec de la perestroïka. Au milieu du XIX^e siècle, Constantin Aksakov distinguait, dans la vie politique russe, deux notions, celle de « terre » (essentiellement la commune paysanne) qui gérait ses propres affaires dans son cadre restreint, local, et « l'État », responsable de la politique intérieure et extérieure. Bien que le but d'Aksakov n'ait pas été d'insister ainsi sur l'indifférence politique supposée du « peuple », qui s'en remettait de bonne grâce au souverain, on voit ici la distance qui sépare le pouvoir de ses sujets. La traditionnelle peur du « peuple », qu'Alexandre Blok, en particulier, présente comme une force élémentaire incontrôlée, mal connue, est actuellement d'autant plus forte chez les « élites » qui ont amassé d'immenses fortunes à ses dépens, et les pousse à désirer la protection d'un pouvoir fort.

La force de ce pouvoir est d'incarner une conscience collective très particulière, où « la haine de soi » tient une grande place, sans doute à cause d'un sentiment d'échec face à ce défi : conquérir un espace indéterminé, et en même temps avoir sa place parmi les pays dits civilisés. Si la pensée « eurasienne » revient à l'ordre du jour, c'est que ce « continent » est ressenti en même temps comme un « trou perdu », incapable d'accéder à une vraie prospérité, contrairement aux pays dynamiques et développés de la « frange océanique » (pour reprendre les termes de Nikolai Fiodorov, le père du cosmisme russe). Cette opposition-là est l'un des fondements du ressentiment actuel. On aimerait d'autant plus avoir des références précises, en particulier pour cette citation de Boris Mironov, que l'humiliation « est le fondement du sentiment national russe » – expliquant, en un cercle vicieux, le besoin de « replacer sa fierté dans l'espace qu'elle [la Russie] contrôle ».

On voit donc affleurer en ce moment certains éléments les plus profonds de la sensibilité collective russe. Après la pérestroïka, l'effondrement de l'URSS, l'échec des réformes, le terme de ressentiment est présenté à juste titre dans ce livre comme le terme-clé pour comprendre l'époque actuelle. C'est ce qui fait sa ressemblance avec le nazisme – « un régime autoritaire inspiré par le ressentiment ». V. Poutine incarne d'autant mieux cet aspect de la conscience collec-

tive, qu'il semble avoir intériorisé ce ressentiment. Sergueï Jirnov, ex-membre du KGB, qui l'a connu personnellement, souligne que cet élève médiocre n'avait rien *a priori* pour se faire recruter, c'est lui qui est allé offrir ses services. Certes, la « com » de V. Poutine explique sa victoire, mais il ne faut pas oublier que sa médiocrité même rassurait, dans les sphères proches du pouvoir, au moment où il succéda à Eltsine.

Mais peut-on dire que V. Poutine, « comme Hitler », est « un autodidacte nourri de mauvaise littérature, influencé par des gourous... » ? Certes, on pense à Alexandre Douguine. Mais outre les « illuminés » qui l'entourent, comme l'a montré Michel Eltchaninoff (*Dans la tête de Poutine*, Actes Sud, 2015), il se sert des grands philosophes russes dont il détourne les écrits pour alimenter une pensée rudimentaire. Le plus grave est qu'il arrive à trouver en eux une pseudo-justification à ses actions. N'avait-il pas soi-disant l'ambition de faire lire à tous les hauts fonctionnaires russes *La Justification du bien* de Vladimir Soloviov ?

En Russie, affirme l'A. de ce livre, il n'y a pas de pensée politique, mais, à la place, des idées rudimentaires de « puissance », et le seul projet mobilisateur semble la reconstitution d'un grand empire : « l'expansion territoriale est vue comme un substitut au développement ». Malgré des apparences de glorification nationale, c'est un constat d'échec, d'autant plus grave que la hausse des prix du pétrole a pu faire croire un moment que la Russie était devenue un pays prospère, où les vieux démons de l'idée impériale allaient disparaître.

Devant cette situation d'échec, comme au temps de Staline, on cherche un bouc émissaire : l'Occident « décadent ». Là encore, la Russie actuelle renoue avec une tradition. La phrase de Catherine II citée au début du chapitre 2 (« Sachez que tout s'est fait par le principe de la haine contre les étrangers ») est d'autant plus significative qu'elle était elle-même une étrangère.

Dans cette configuration, l'Ukraine a joué un rôle de révélateur. Que le résultat des dernières élections n'y ait pas été prévisible (chose impensable en Russie), révélait « l'émergence d'un pôle de liberté dans le monde russe », une vie politique toute proche et en même temps absolument différente, mettant en danger, par la comparaison, le régime poutinien. Il n'est aucunement question de justifier en quoi que ce soit la guerre actuelle. Mais l'histoire, il faut le rappeler, montre que l'Ukraine a toujours été un élément européen dans le flanc de l'empire

russe. Au XVII^e siècle, c'est par Kiev (qui fait partie de la Moscovie à partir de 1667) que passèrent les grandes innovations culturelles (littérature de divertissement, théâtre au sens moderne, architecture baroque...). La Russie a été ensuite brutalement réorientée vers l'Europe du Nord par Pierre le Grand, mais sa voie de développement naturelle passait sans doute par le sud-ouest.

Le complotisme qui prend une extension de plus en plus grande (les Occidentaux sont derrière nos échecs), déjà caractéristique du stalinisme, n'est pas actuellement le seul point commun entre les opinions publiques russe et occidentale. Les tendances « obscurantistes et irrationnelles » sont le propre de tous les « populismes » qui se font jour actuellement, en Occident comme en Russie (hostilité au mariage gay, à la mondialisation, sentiment de perte de l'identité nationale...). Peut-on cependant parler d'une « convergence avec l'Occident » ?

Il faut souligner qu'à la différence des Occidentaux, les Russes ignorent ce qu'est une opinion publique libre (expression d'un droit au bonheur personnel et affirmation de la liberté individuelle). D'où certaines erreurs d'appréciation, qui ont sans doute joué leur rôle dans l'invasion de l'Ukraine. Le gouvernement russe « projette sur ces pays la structure primitive du pouvoir russe ». Les visées du pouvoir russe n'en sont pas moins inquiétantes dans la mesure même où elles sont rudimentaires. Françoise Thom souligne le « substrat eschatologique » de la « pensée » de V. Poutine. Ce sont d'ailleurs les caractères traditionnels de la pensée russe, mais à un stade primitif, comme les tendances « apocalyptiques ». Ce qui est en effet très inquiétant, c'est justement l'inculture de Vladimir Poutine (« On croirait débattre avec un lycéen armé de données fausses », aurait dit de lui G. Bush), accentuée par la disparition d'une certaine armature idéologique, au moins apparente, que donnait le régime soviétique. Se retrouver, dans des délais plus ou moins brefs, « aux commandes de l'Europe », telle était la représentation géo-politique que l'on attribuait au KGB... Or ces idées rudimentaires peuvent nourrir des illusions extrêmement dangereuses, comme celle d'une « guerre nucléaire limitée », d'autant plus préoccupantes que la « passion nihiliste » qui mine la Russie est inséparable du ressentiment dont on a parlé, et de ce constat d'impuissance, face auquel, plus que jamais, « l'expansion extérieure permet de remédier aux tensions intérieures » (V. Sourkov).

Mais la réponse par « l'isolement de la Russie », que l'on entrevoit dans ce livre, est-elle satisfaisante ? Plus que jamais, loin de retomber

dans les clichés de « l'empire du Mal », il faut tenter de la connaître, en profondeur, sans complaisance, mais surtout sans haine ni mépris (la complaisance des occidentaux, jointe à l'ignorance, a sans doute contribué dans une certaine mesure à fausser la pérestroïka). Quant aux Russes « idéalistes de la première heure », qui croyaient en un projet nouveau, et qui ont été éliminés « au profit d'apparatchiks », c'est à leur héritage que nous devons être fidèles, et rappeler que la pensée russe, avec toutes ses complexités, n'est pas ce ramassis d'idées nationales primaires auquel on essaie de la réduire, mais une leçon de courage devant des situations inconcevables pour bien des Occidentaux.

Il faut ajouter qu'une source d'espoir se trouve dans l'enseignement des sciences humaines. Faisant de tous ceux qui avaient la moindre relation avec le monde extérieur des « agents de l'étranger », le régime contribue activement à annihiler son enseignement supérieur. Mais tous les enseignants qui par la force des choses sont contraints de s'exiler représentent une source d'énergie intellectuelle qui, libre de toute contrainte, peut élaborer les bases nouvelles d'un véritable projet politique, destiné à remplacer la stagnation poutinienne qui porte en elle-même son propre échec.

Dans ce livre très riche de références historiques, on peut regretter que les notes ne soient pas plus abondantes, et la bibliographie un peu restreinte, mais cela est sans doute impliqué par le format. Et surtout, on doit souligner à quel point la pensée russe, dévoyée par Vladimir Poutine et les « illuminés » qui l'entourent, mérite d'être mieux connue, et peut apporter des réponses aux menaces et aux impasses actuelles.

Françoise Lesourd
Université Jean Moulin Lyon 3 – IRPhL

